

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2010

2 SEPTEMBRE 2010

Proposition de résolution relative à la récodification de certaines parties du Code civil

(Déposée par Mme Martine Taelman)

DÉVELOPPEMENTS

La présente proposition de résolution reprend le texte d'une proposition qui a déjà été déposée au Sénat le 28 février 2008 (doc. Sénat, n° 4-591/1 - 2007/2008).

Le 22 octobre 2004, un colloque a été organisé au Parlement à l'occasion du bicentenaire du Code civil belge, ce qui en fait tout doucement l'un des plus anciens d'Europe.

Le *Bürgerliches Gesetzbuch* allemand date de 1891, le *Zivil Gesetzbuch* suisse de 1909 et le *Burgerlijk Wetboek* néerlandais de 1991. Après la chute du rideau de fer, les pays d'Europe de l'Est ont, eux aussi, élaboré de nouveaux codes.

En France, une « Commission de réforme du Code civil » a été installée au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Son rapport n'a toutefois jamais été coulé dans des textes de loi.

En 1879, le gouvernement belge a chargé le professeur gantois François Laurent de réécrire le Code civil belge. Au bout de deux ans de travail, ce dernier a présenté au gouvernement son « avant-projet de révision du Code civil », lequel n'a cependant jamais été examiné en raison de changements de majorité politique.

Lorsque Napoléon introduisit son Code civil, ce dernier constituait une charte régissant tous les rapports de droit privé dans la société civile.

BELGISCHE SENAAAT

BUITENGEWONE ZITTING 2010

2 SEPTEMBER 2010

Voorstel van resolutie teneinde delen van het Burgerlijk Wetboek te hercodificeren

(Ingediend door mevrouw Martine Taelman)

TOELICHTING

Dit voorstel van resolutie neemt de tekst over van een voorstel dat reeds op 28 februari 2008 in de Senaat werd ingediend (stuk Senaat, nr. 4-591/1 - 2007/2008).

Op 22 oktober 2004 werd in het Parlement een colloquium georganiseerd ter ere van de 200e verjaardag van het Burgerlijk Wetboek.

België heeft immers langzamerhand één van de oudste *codes civils* in Europa. Het Duitse *Bürgerliches Gesetzbuch* dateert van 1891, het Zwitserse *Zivil Gesetzbuch* van 1909, en het Nederlands Burgerlijk Wetboek van 1991. Ook de Oost-Europese landen voerden na de val van het IJzeren Gordijn nieuwe wetboeken in.

In Frankrijk werd na de Tweede Wereldoorlog « *la Commission de réforme du Code Civil* » ingesteld. Het verslag werd echter nooit omgezet in wetgeving.

De Belgische regering belastte in 1879 de Gentse hoogleraar François Laurent met de opdracht om het Belgisch Burgerlijk Wetboek te herschrijven. In twee jaar tijd rondde hij het werk af, en kon zijn « *avant-projet de révision de Code Civil* » aanbieden aan de regering. Door wisselende politieke meerderheden, werd het echter nooit behandeld.

Toen Napoleon destijds zijn *Code Civil* introduceerde, gold het als een charter voor alle privaatrechtelijke verhoudingen in de burgerlijke samenleving.

Aujourd'hui, deux siècles plus tard, c'est déjà beaucoup moins le cas. De nouvelles branches du droit sont apparues et la législation en marge du Code civil a augmenté. Si le Code civil n'est plus LA bible juridique, il n'en joue pas moins encore un rôle clé dans la formation de tout juriste.

Cet âge mémorable pouvait dès lors être mis en exergue dans le cadre d'un colloque en l'honneur du bicentenaire. Simultanément, il a été fait usage de cette commémoration pour souligner quelques petits problèmes de vieillesse auxquels est confronté le Code civil.

Comme toutes les maisons qui ont 200 ans, le Code civil a également besoin, après toutes ces années, d'une rénovation en profondeur.

Quatre éminents juristes ont été invités pour passer le Code civil à la loupe. Tous les exposés ont tourné autour de la même question : le Code civil nécessite-t-il une modernisation ?

Dans son exposé, le professeur Vuye s'est penché sur la question de savoir si notre Code civil devait reprendre la structure du Code civil néerlandais. Sa conclusion a été que la structure et la terminologie néerlandaises laissaient souvent à désirer.

Le professeur Vuye a admis que le législateur néerlandais avait tenté de résoudre quelques problèmes juridiques profonds, comme la classification des biens incorporels en meubles et immeubles. Logiquement, seuls les biens corporels peuvent être répartis en meubles et immeubles. Il est en effet aisé d'appliquer le critère physique aux biens corporels : peuvent-ils être déplacés ou non ? Il est en revanche impossible d'appliquer ce critère de la mobilité aux biens incorporels. En effet, s'il est impossible de les toucher, il est également impossible de les déplacer (1). En Belgique, H. De Page a déjà vivement critiqué cette classification (2) :

N° 622 : *«Enfin, quelle que soit la valeur économique de la distinction qui nous occupe, son vice logique est indélébile. En érigeant cette distinction en une summa divisio rerum, on est forcé d'y inclure des biens qui n'ont rien à y voir, tels les biens incorporels, les droits. Quoi de moins rationnel que d'attribuer un caractère mobilier à une obligation de faire, et surtout de ne pas faire ? On ne peut donc que souscrire au*

(1) Vuye, H., «Bicentenaire du Code civil», Colloque du parlement fédéral, 22 octobre 2004, p. 6-7 «Notre pragmatisme belge ne doit cependant pas nous faire oublier que, comme le professeur Van Neste l'a souligné, il serait beaucoup plus précis d'utiliser le terme «zaak» lorsqu'on fait référence à un objet matériel, alors que le terme «goederen» renvoie aux droits patrimoniaux qui appartiennent à un sujet de droit déterminé.

(2) De Page, H. et Dekkers, R., *Traité élémentaire de droit civil belge*, Bruxelles, Bruylant, 1975, V.

Nu, twee eeuwen later, is dat al veel minder het geval. Nieuwe rechtstakken zijn ontstaan en de wetgeving naast het Burgerlijk Wetboek is toegenomen. Het Burgerlijk Wetboek is weliswaar niet meer dé juridische bijbel, maar speelt nog steeds een sleutelrol in de opleiding van elke jurist.

Deze memorabele leeftijd mocht dan ook wel in de verf worden gezet met een colloquium ter ere van de 200e verjaardag. Tegelijkertijd werd van deze viering gebruikgemaakt om ook te wijzen op enkele ouderdomskwaaltjes waarmee het Burgerlijk Wetboek te kampen heeft.

Zoals elk huis dat 200 jaar oud is, is ook het Burgerlijk Wetboek na al die jaren toe aan een grondige renovatie.

Vier eminente rechtsgeleerden werden uitgenodigd om het Burgerlijk Wetboek onder de loep te nemen. De toespraken handelden allemaal rond dezelfde vraag : is het Burgerlijk Wetboek toe aan modernisering ?

De uiteenzetting van professor Vuye handelde over de vraag of ons Burgerlijk Wetboek de structuur moest overnemen van het Nederlands Burgerlijk Wetboek. Professor Vuye concludeerde dat de Nederlandse structuur en terminologie vaak te wensen overliet.

Professor Vuye gaf toe dat de Nederlandse wetgever had gepoogd enkele diepgaande juridische problemen op te lossen, zoals bijvoorbeeld de indeling van onlichamelijke goederen in roerend en onroerend. Logischerwijs kan men enkel lichamelijke goederen indelen in roerend en onroerend. Op lichamelijke goederen kan men immers gemakkelijk het fysisch criterium toepassen : zijn ze verplaatsbaar of niet ? Bij onlichamelijke goederen kan men dit criterium van de verplaatsbaarheid echter niet toepassen : als je ze niet kan aanraken, kan je ze immers ook niet verplaatsen (1). In België werd dit reeds hevig bekritiseerd door De Page (2) :

Randnr. 622 : *«Enfin, quelque soit la valeur économique de la distinction qui nous occupe, son vice logique est indélébile. En érigeant cette distinction en une summa divisio rerum, on est forcé d'y inclure des biens qui n'ont rien à y voir, tels les biens incorporels, les droits. Quoi de moins rationnel que d'attribuer un caractère mobilier à une obligation de faire, et surtout de ne pas faire ? On ne peut donc que*

(1) Vuye, H., «Tweehonderd jaar Burgerlijk Wetboek», Colloquium Federaal Parlement, 22 oktober 2004, blz. 6-7 «Ons Belgisch pragmatisme mag ons evenwel niet uit het oog laten verliezen dat het, zoals Professor Van Neste ooit betoogde, veel nauwkeuriger is om het woord «zaak» te gebruiken wanneer men verwijst naar een stoffelijk voorwerp, terwijl het begrip «goederen» slaat op de vermogensrechten die toebehoren aan een bepaald rechtssubject.»

(2) De Page, H. en Dekkers, R., *Traité élémentaire de droit civil belge*, Brussel, Bruylant, 1975, V.

jugement de Josserand lorsqu'il dit que la distinction de tous les biens en meubles et immeubles est l'un des points les plus faibles de l'œuvre du premier consul, l'un de ses côtés les plus surannés. Il suffit de la comparer sur ce point à des Codes plus récents pour s'en convaincre. »;

N° 688 : « *Étant immatériels, ils ne sont, par leur nature, ni meubles, ni immeubles. Parler d'immeubles incorporels est donc un non-sens. Mais la loi nous oblige à le commettre. Esclave d'un article qui devrait être effacé du Code, — « tous les biens sont meubles ou immeubles » (art. 516) — [...] On reprochait à la théorie des immeubles par destination d'être subtile, celle des immeubles incorporels est arbitraire. »;*

N° 737 : « *Tout cet édifice procède d'une seule idée : que tout bien quelconque est nécessairement meuble ou immeuble (art. 516). Or, cette idée est fausse, désuète et néfaste. Elle est fausse, car il existe des biens qui ne sont ni meubles, ni immeubles : tous les biens incorporels. Elle est désuète, car elle supposait un état de droit plus simple que le nôtre, où « immeuble » était synonyme de chose précieuse, « meuble » de chose méprisable. Elle est néfaste, car elle oblige à verser dans la catégorie moins précieuse des meubles et les biens de nature incertaine eu égard aux bases de classification, et conduit ainsi à une foule de fictions. En somme, toute cette matière devrait être révisée, en commençant par la suppression de l'article 516. »*

Le professeur Vuye a toutefois estimé que le législateur néerlandais s'était montré très maladroit pour résoudre ce problème et dès lors généré une confusion terminologique.

Il a cependant également dû constater que l'importance du Code civil belge s'amenuise par suite de la transposition de directives européennes dans des lois particulières, qui s'appliquent en sus du Code civil et créent de nouvelles dérogations (1) :

« Il aurait beaucoup mieux valu revoir l'ensemble du droit belge de la vente lors de la transposition de la directive sur la vente des biens de consommation et ne conserver qu'un seul régime. (...) Chacun sait que les directives peuvent effectivement contribuer à une certaine harmonisation au niveau européen, mais trop souvent, elles déstabilisent le droit national. La directive sur les biens de consommation en est un exemple. Il existe désormais non pas un système, mais bien deux systèmes. »

(1) Vuye, H., « Bicentenaire du Code civil », Colloque parlement fédéral, 22 octobre 2004, p. 10-11.

souscrire au jugement de Josserand lorsqu'il dit que la distinction de tous les biens en meubles et immeubles est l'un des points les plus faibles de l'œuvre du premier consul, l'un de ses côtés les plus surannés. Il suffit de la comparer sur ce point à des Codes plus récents pour s'en convaincre. »;

Randnr. 688 : « *Étant immatériels, ils ne sont, par leur nature, ni meubles, ni immeubles. Parler d'immeubles incorporels est donc un non-sens. Mais la loi nous oblige à le commettre. Esclave d'un article qui devrait être effacé du Code, — « tous les biens sont meubles ou immeubles » art. 516) — [...] On reprochait à la théorie des immeubles par destination d'être subtile, celle des immeubles incorporels est arbitraire. »;*

Randnr. 737 : « *Tout cette édifice procède d'une seule idée : que tout bien quelconque est nécessairement meuble ou immeuble (art. 516). Or, cette idée est fausse, désuète et néfaste. Elle est fausse, car il existe des biens qui ne sont ni meubles, ni immeubles : tous les biens incorporels. Elle est désuète, car elle supposait un état de droit plus simple que le nôtre, où « immeuble » était synonyme de chose précieuse, « meuble » de chose méprisable. Elle est néfaste, car elle oblige à verser dans la catégorie moins précieuse des meubles et les biens de nature incertaine eu égard aux bases de classification, et conduit ainsi à une foule de fictions. En somme, toute cette matière devrait être révisée, en commençant par la suppression de l'article 516. »*

Professor Vuye meende echter dat de Nederlandse wetgever dit probleem had opgelost op een klungelige manier, en daardoor terminologische verwarring had gesticht.

Hij moest echter ook vaststellen dat het Belgische Burgerlijk Wetboek aan belang inboette doordat Europese richtlijnen werden omgezet in bijzondere wetten, die naast het Burgerlijk Wetboek fungeren, en nieuwe afwijkende stelsels in het leven roepen (1) :

« Het ware veel beter geweest, had men bij de omzetting van de consumentenkooprichtlijn het gehele Belgische kooprecht herzien en slechts één stelsel behouden. (...) Het is algemeen bekend dat richtlijnen misschien wel zorgen voor enige harmonisering op Europees niveau, maar al te vaak zorgen ze voor een desharmonisering op het nationale niveau. De consumentenkooprichtlijn is hiervan een voorbeeld. Voortaan bestaat er niet één, maar wel twee stelsels. »

(1) Vuye, H., « Tweehonderd jaar Burgerlijk Wetboek », Colloquium Federaal Parlement, 22 oktober 2004, blz. 10-11.

L'exposé du professeur Dubuisson portait sur le droit de la responsabilité. Il constata, lui aussi, que le Code civil était désuet sur certains points (1) :

«Ce n'est pas faire injure au Code civil que d'affirmer que les présomptions de responsabilité des parents et des instituteurs ont un parfum d'archaïsme. On se trouve mal à l'aise devant les appréciations du juge belge qui, pour exonérer les parents de la responsabilité présumée qui pèse sur eux, doit déterminer ce qui, selon lui, relève ou ne relève pas d'une bonne éducation. Il n'y aurait rien de choquant, selon nous, à faire de cette présomption une présomption irréfragable (...) si elle peut s'appuyer sur l'assurance R.C. familiale. Il faudrait probablement rendre celle-ci obligatoire pour la circonstance.

(...)

On s'est donc demandé si, de la même façon que pour la responsabilité du fait des choses, il n'était pas possible de déduire de l'article 1384, alinéa 1^{er}, une présomption générale de responsabilité du fait d'autrui. À la différence de son homologue française, la Cour de cassation belge (...) a estimé (...) qu'il ne lui appartenait pas de faire œuvre de législateur. La balle est donc dans le camp de ce dernier.

(...)

Dans un but de rationalisation, l'article 1384, alinéa 1^{er}, pourrait toutefois absorber l'article 1386 du Code civil. Il n'y a plus guère de justification à maintenir ce régime particulier conçu à l'origine pour les bâtiments en ruine, alors que l'article 1384, alinéa 1^{er}, a vocation à régir l'ensemble des dommages causés par le fait des choses.

(...)

Il serait souhaitable également, pour plus de clarté, de rapatrier les dispositions légales consacrant des immunités civiles au profit des travailleurs dans le Code civil sous la règle générale de la responsabilité du fait personnel.»

Lui aussi déplorait la profusion de lois particulières en dehors du Code civil (2).

«L'on peut sans doute regretter ce manque de cohérence et d'uniformité de ce pan important du droit civil.

(1) Dubuisson, B. «Bicentenaire du Code civil», Colloque parlement fédéral, 22 octobre 2004, p. 47-50.

(2) Dubuisson, B., «Bicentenaire du Code civil», Colloque du parlement fédéral, 22 octobre 2004, p. 62.

De uiteenzetting van Professor Dubuisson handelde over het aansprakelijkheidsrecht. Ook hij stelde vast dat het Burgerlijk Wetboek op sommige punten verouderd was (1) :

«Men beledigt het Burgerlijk Wetboek geenszins door te stellen dat het vermoeden van aansprakelijkheid van ouders en onderwijzers enigszins archaisch overkomt. Men voelt zich ongemakkelijk bij het oordeel van de Belgische rechter die, om ouders te ontheffen van het vermoeden van aansprakelijkheid dat op hen rust, moet bepalen welke elementen al dan niet deel uitmaken van een goede opvoeding. Volgens ons zou niemand er aanstoot aan nemen als dat vermoeden onweerlegbaar zou worden (...) op voorwaarde dat ze door de gezinsaansprakelijkheidsverzekering wordt gedekt. Het lijkt waarschijnlijk die verzekering in die omstandigheden verplicht zou moeten worden.

(...)

Men heeft zich afgevraagd of het, zoals het voor de aansprakelijkheid voor zaken, niet mogelijk was om uit artikel 1384, eerste lid, een algemeen vermoeden van aansprakelijkheid af te leiden voor andermans daad. In tegenstelling tot zijn Franse evenknie heeft het Belgische Hof van Cassatie, (...), geoordeeld dat het hem niet toekwam de taak van de wetgever op zich te nemen. De wetgever moet terzake dus een initiatief nemen.

(...)

Met het oog op een rationalisering, zou artikel 1386 van het Burgerlijk Wetboek echter kunnen worden opgenomen in artikel 1384, eerste lid. Het behoud van de bijzondere regeling die aanvankelijk tot stand is gekomen voor de instorting van een gebouw, is nog nauwelijks te verantwoorden, aangezien artikel 1384, eerste lid, bedoeld is om alle door zaken veroorzaakte schadegevallen te regelen.

(...)

Voor alle duidelijkheid ware het ook wenselijk de wettelijke bepalingen inzake de burgerrechtelijke aansprakelijkheid ten behoeve van de werknemers op te nemen in het Burgerlijk Wetboek onder de algemene regel van de aansprakelijkheid voor een persoonlijke daad.»

Ook hij betreunde de overvloed aan bijzondere wetten buiten het Burgerlijk Wetboek : (2)

«Ongetwijfeld valt het te betreuren dat dit onderdeel van het burgerlijk recht een gebrek vertoont aan coherentie en éénvormigheid.

(1) Dubuisson, B., «Tweehonderd jaar Burgerlijk Wetboek», Colloquium Federaal Parlement, 22 oktober 2004, blz. 47-50.

(2) Dubuisson, B., «Tweehonderd jaar Burgerlijk Wetboek», Colloquium Federaal Parlement, 22 oktober 2004, blz. 62.

(...)

À côté du Code civil, existe une profusion de textes disparates, dont la rédaction laisse trop souvent à désirer et qui mettent en place des responsabilités objectives ou aggravées.»

Le professeur Verbeke s'est ouvertement demandé s'il n'y avait pas lieu de recodifier le Code civil. Sa conclusion était que le législateur ne devait plus se livrer à un travail de rafistolage mais qu'il fallait procéder à une refonte globale et cohérente du droit des contrats, qui serait subdivisé en trois parties : partie 1 : droit des obligations — droit supplétif; partie 2 : droit des obligations — droit impératif; partie 3 : les contrats spéciaux.

«Si la distinction artificielle entre droit civil et droit commercial existe toujours en Belgique, elle a été supprimée dans de nombreux pays. Elle a par exemple disparu du Code civil néerlandais entré en vigueur en 1992. Il en va de même en ce qui concerne l'Italie et la Suisse. Ainsi que nous l'avons déjà indiqué plus haut, on gagne en cohérence et en clarté lorsque l'on inscrit, dans un seul et même Code, la réglementation relative à tous les types de contrat.» (1)

«Compte tenu des principes et des postulats énoncés au § 1^{er}, nous osons prétendre qu'il eût été préférable de mettre la transposition de la directive à profit pour uniformiser le régime du droit de la vente. (...) De grands pans de la réglementation interne et internationale (comme c'est le cas en Israël) pourraient alors être similaires.» (2)

«On préconise la suppression du triptyque actuellement formé du mandat, du dépôt et de l'entreprise, pour que ces éléments soient englobés dans un seul contrat de services (y compris les services gratuits). Il y aurait donc un régime général unique, auquel viendraient se greffer certaines règles particulières visant un nombre limité de services (les services matériels et les éléments internes des services qui consistent à poser des actes de représentation).» (3)

«Les adaptations à la loi sur la construction d'habitations ne peuvent se limiter à un travail de rafistolage local en matière de vente couplée et de règles spécifiques relatives à la garantie. L'approche devra être globale et cohérente.» (4)

(1) Verbeke, A., «Bicentenaire du Code civil», Colloque du parlement fédéral, 22 octobre 2004, p. 70.

(2) Verbeke, A., «Bicentenaire du Code civil», Colloque du parlement fédéral, 22 octobre 2004, p. 75.

(3) Verbeke, A., «Bicentenaire du Code civil», Colloque parlement fédéral, 22 octobre 2004, p. 77.

(4) Verbeke, A., «Bicentenaire du Code civil», Colloque parlement fédéral, 22 octobre 2004, p. 79.

(...)

Naast het Burgerlijk Wetboek is er een overvloed voorhanden aan zeer uiteenlopende teksten waarvan de redactie al te vaak heel wat te wensen overlaat en die voorzien in objectieve of zwaardere aansprakelijkheden.»

Professor Verbeke vroeg zich luidop af of het Burgerlijk Wetboek niet aan hercodificatie toe was. Zijn conclusie was dat de wetgever niet meer aan oplapwerk moest doen, maar dat men het contractenrecht op een globale en consistente manier moest herzien. Hierbij zou men het contractenrecht herindelen in 3 delen : deel 1 : verbintenissenrecht — aanvullend recht; deel 2 : verbintenissenrecht — dwingend recht; deel 3 : de bijzondere overeenkomsten.

«Wij kennen nog steeds het artificiële onderscheid tussen burgerlijk recht en handelsrecht. In vele landen is dat niet meer het geval, zo bijvoorbeeld in het Nederlandse Burgerlijk Wetboek dat sinds 1992 in werking is. Idem in Italië en Zwitserland. Het reguleren van alle contracten in één wetboek leidt zoals hoger reeds vermeld tot meer coherentie en duidelijkheid.» (1)

«Rekening houdend met onze in § 1 voorgestelde principes en uitgangspunten, durven wij betogen dat het beter ware geweest van de gelegenheid van de omzetting van de richtlijn gebruik te maken om te komen tot één uniform systeem van kooprecht. (...) Daarbij zou de interne en internationale regeling (zoals dit in Israël het geval is) ook voor grote stukken gelijklopend kunnen zijn.» (2)

«Er wordt gepleit voor een afschaffing van de bestaande driedeling lastgeving, bewaargeving en aanneming die zouden opgaan in één dienstencontract (inclusief diensten om niet). Er zou dan één algemeen regime zijn, met daarbovenop een aantal bijzondere regels voor een beperkt aantal diensten (stoffelijke diensten en de interne elementen van diensten die bestaan uit het stellen van vertegenwoordigingshandelingen).» (3)

«Aanpassingen aan de Woningbouwwet mogen zich niet beperken tot plaatselijk oplapwerk inzake koppelverkoop en eigenaardige regels inzake de waarborg. Een globale en consistente aanpak is vereist.» (4)

(1) Verbeke, A., «Tweehonderd jaar Burgerlijk Wetboek», Colloquium Federaal Parlement, 22 oktober 2004, blz. 70.

(2) Verbeke, A., «Tweehonderd jaar Burgerlijk Wetboek», Colloquium Federaal Parlement, 22 oktober 2004, blz. 75.

(3) Verbeke, A., «Tweehonderd jaar Burgerlijk Wetboek», Colloquium Federaal Parlement, 22 oktober 2004, blz. 77.

(4) Verbeke, A., «Tweehonderd jaar Burgerlijk Wetboek», Colloquium Federaal Parlement, 22 oktober 2004, blz. 79.

« Dans le droit fil des principes que nous avons énoncés, il pourrait être envisagé de supprimer la transaction au titre de contrat particulier séparé, comme cela a été fait aux Pays-Bas, et de tout ramener sous la forme, plus large, de contrat de constatation. » (1)

« Dans le cadre du contrat de leasing également, il est clair que l'application de nos postulats serait de nature à accroître fortement la simplicité et l'efficacité. À l'heure actuelle, il existe de nombreuses définitions ou exigences en matière de leasing dans la législation particulière. Il se recommande d'inscrire dans le Code civil une seule définition claire du leasing assortie de ses caractéristiques. » (2)

« Pour le contrat de franchisage, il se recommande dès lors, outre une description des caractéristiques de ce contrat spécial, de limiter la réglementation aux règles impératives en matière d'information. La loi modèle d'Unidroit pourrait servir d'exemple à cet effet. » (3)

Le professeur Ph. De Page a, quant à lui, formulé des propositions concrètes de modification du droit successoral (4) :

« Sans aucun doute, la réforme des règles du droit successoral pour rencontrer les aspirations modernes de programmation des patrimoines successoraux, est spécialement urgente :

a) de la part réservataire en nature, pour lui substituer facultativement — laissé à l'appréciation du testateur — une part successorale calculée et exprimée sous forme de créance successorale et,

b) de l'uniformisation des règles d'évaluation des biens devant être rapportés lors du partage entre les héritiers (meubles/immeubles) et de la consécration du principe du rapport en valeur.

(1) Verbeke, A., « Bicentenaire du Code civil », Colloque parlement fédéral, 22 octobre 2004, p. 81.

(2) Verbeke, A., « Bicentenaire du Code civil », Colloque parlement fédéral, 22 octobre 2004, p. 84.

(3) Verbeke, A., « Bicentenaire du Code civil », Colloque parlement fédéral, 22 octobre 2004, p. 86.

(4) De Page, Ph., « Bicentenaire du Code civil », Colloque parlement fédéral, 22 octobre 2004, p. 70.

« In lijn met onze voorgestelde uitgangspunten, zou kunnen worden overwogen om de dading als afzonderlijke bijzondere overeenkomst af te schaffen, zoals in Nederland is gebeurd, en alles onder te brengen onder de figuur van de ruimere vaststellingsovereenkomst. » (1)

« Ook bij het leasingcontract wordt duidelijk dat eenvoud en efficiëntie sterk zouden toenemen dankzij de toepassing van onze uitgangspunten. Nu zijn er tal van definities of vereisten inzake leasing in omloop in bijzondere wetgeving. Het verdient aanbeveling om één duidelijke omschrijving van leasing met de kenmerken daarvan op te nemen in het Burgerlijk Wetboek. » (2)

« Aldus is het aangewezen om bij de contractsvorm van franchising naast een omschrijving van de kenmerken van deze bijzondere overeenkomst de regeling te beperken tot dwingende regels inzake informatie. De Unidroit Modelwet zou hierbij tot voorbeeld kunnen strekken. » (3)

Professor Ph. De Page deed dan weer concrete voorstellen tot wijziging van het erfrecht (4) :

« Zonder enige twijfel is het bijzonder urgent de in het erfrecht vervatte regels te hervormen teneinde tegemoet te komen aan de thans heersende verwachtingen inzake planning van de erfopvolging van vermogens. Die hervorming betreft :

a) Het voorbehouden erfdeel in natura; dat moet facultatief — want één en ander wordt aan het oordeel overgelaten van de erflater — kunnen worden omgezet in een erfdeel dat een waarde meekrijgt en de vorm aanneemt van een erfvoordering;

b) Een uniformisering van de waarderingsregels inzake de goederen waarvan aangifte moet worden gedaan bij de verdeling onder de erfgenamen (roerende versus onroerende goederen), alsmede een bekrachtiging van het principe waarbij de waarde wordt bepaald van hetgeen waarvan inbreng wordt gedaan.

(1) Verbeke, A., « Tweehonderd jaar Burgerlijk Wetboek », Colloquium Federaal Parlement, 22 oktober 2004, blz. 81.

(2) Verbeke, A., « Tweehonderd jaar Burgerlijk Wetboek », Colloquium Federaal Parlement, 22 oktober 2004, blz. 84.

(3) Verbeke, A., « Tweehonderd jaar Burgerlijk Wetboek », Colloquium Federaal Parlement, 22 oktober 2004, blz. 86.

(4) De Page, Ph., « Tweehonderd jaar Burgerlijk Wetboek », Colloquium Federaal Parlement, 22 oktober 2004, blz. 70.

La réforme suggérée doit :

— *favoriser l'autonomie de la volonté dans les programmations successorales, dans l'intérêt bien compris de certains des enfants (à protéger plus que d'autres, par exemple);*

— *simplifier les opérations notariales de partage des actifs successoraux;*

— *limiter les pertes économiques liées à la création d'indivisions inappropriées dans le système actuel;*

— *alléger de ce fait le travail des tribunaux, les litiges étant réduits, de par cette réforme souhaitée. »*

De nombreux passages du Code civil sont donc dépassés. Il n'est dès lors pas étonnant que la version actuelle de ce code ressemble encore beaucoup au projet original de Portalis.

En 1977, alors qu'il avait déjà atteint l'âge respectable de 173 ans, notre Code civil a été soumis à une analyse statistique (1).

Cette analyse a révélé que sur les 2 281 articles originaux, 325 avaient été abrogés et 384 remplacés, tandis que le Code avait été complété par 88 nouveaux articles. Ainsi, en tout, 709 articles — soit 31 % — avaient été remplacés ou abrogés. Le Code civil belges présentait donc à l'époque une stabilité de 69 %.

Le professeur Bouckaert, de la RUG, a toutefois constaté avec étonnement que la stabilité du Code civil est inversement proportionnelle à son caractère de droit commun (2).

Les branches du droit instables, qui ont donc subi d'importantes modifications, sont en grande partie toujours régies par le Code civil même. C'est ainsi que le droit de la famille a été largement adapté à la nouvelle réalité sociale : la femme mariée a acquis la capacité civile, l'autorité de l'homme à l'égard de sa femme et de ses enfants a été réduite, le droit d'hériter a été étendu aux enfants naturels, les possibilités d'adoption ont été élargies, ...

(1) Delva, W., *De metamorfose van het Belgische civielrecht*, Tjeenk-Willink, 1977, p. 25.

(2) Bouckaert, B., « De herziening van het Burgerlijk Wetboek : een tweede adem voor de rechtstaat? » in *Liber Memorialis François Laurent*, Bruxelles, Story-Scientia, 1989, p. 242, 259.

De in het uitzicht gestelde hervorming moet voorzien in het volgende :

— *De autonome wilsuiting moet worden bevorderd wanneer een erfopvolging wordt gepland; zulks moet vanzelfsprekend geschieden in het belang van sommige van de kinderen (bijvoorbeeld die welke meer dan andere bescherming behoeven);*

— *De notariële verrichtingen moeten worden vereenvoudigd als het erom gaat de activa te verdelen van de nalatenschap;*

— *Er moet worden gezorgd voor een inperking van het economisch verlies dat inherent is aan niet ter zake doende onverdeeldheden die zijn ontstaan door de huidige regeling;*

— *De werklast van de rechtbanken zal worden verlicht, aangezien de gewenste hervorming moet leiden tot minder geschillen. »*

Grote delen van het Burgerlijk Wetboek zijn dus verouderd. Het mag dan ook niet verwonderen dat ons huidig Burgerlijk Wetboek nog in grote mate overeenkomt met het oorspronkelijke ontwerp van Portalis.

In 1977, toen ons Burgerlijk Wetboek reeds de respectabele leeftijd had bereikt van 173 jaar, werd het onderworpen aan een statistische analyse (1).

Daaruit bleek dat van de oorspronkelijke 2 281 artikelen er 325 werden opgeheven, 384 vervangen en 88 toegevoegd. In totaal werden dus 709 van de oorspronkelijke artikelen opgeheven of vervangen, wat procentueel gelijk is aan 31 %. Ons Burgerlijk Wetboek vertoonde dus een stabiliteit van 69 %.

Professor Bouckaert van de RUG merkte echter iets merkwaardig op. Er is namelijk een omgekeerde evenredigheid tussen de stabiliteit en de gemeenrechtelijkheid van het Burgerlijk Wetboek (2).

De rechtstakken die niet stabiel waren, en waar men dus grote wijzigingen heeft doorgevoerd, blijven grotendeels geregeld in het Burgerlijk Wetboek zelf. Zo heeft men bijvoorbeeld het familierecht grondig aangepast aan de nieuwe maatschappelijke realiteit : de gehuwde vrouw werd handelingsbekwaam, het gezag van de man ten opzichte van zijn vrouw en kinderen werd afgebouwd, de natuurlijke kinderen verkregen erfrecht, uitbreiding van de adoptiemogelijkheden, ...

(1) Delva, W., *De metamorfose van het Belgische civielrecht*, Tjeenk-Willink, 1977, blz. 25.

(2) Bouckaert, B., « De herziening van het Burgerlijk Wetboek : een tweede adem voor de rechtstaat? » in *Liber Memorialis François Laurent*, Brussel, Story-Scientia, 1989, blz. 242, 259.

La refonte du droit de la famille dans le Code civil a eu pour effet positif que le Code a conservé en grande partie son caractère de droit commun en cette matière.

En revanche, les branches du droit dans lesquelles les articles du Code civil n'ont guère été modifiés, pour lesquelles le Code civil présente donc une très grande stabilité, sont de plus en plus souvent réglées par des lois particulières, en dehors du Code civil. C'est ainsi qu'un nombre croissant de lois particulières sont adoptées dans le domaine des droits réels, du droit des obligations, des contrats spéciaux, etc. : des lois de protection des consommateurs, des lois réglant la responsabilité objective dans un certain nombre de domaines, des lois qui créent des privilèges ne figurant pas dans la loi hypothécaire, etc.

Dans ces branches du droit, la grande stabilité du Code civil lui a fait perdre de son caractère de droit commun.

Il a donc perdu de son importance en tant que référence globale pour les relations de droit privé entre les citoyens. Un code clair de droit commun facilite pourtant la diffusion des connaissances juridiques parmi de larges couches de la population, ce qui serait tout profit pour l'idée de l'État de droit.

Nous demandons dès lors au gouvernement d'instituer une commission de juristes chargée de réécrire de grandes parties du Code civil.

*
* *

Het grondig omwoelen van de familierechtelijke delen van de Code heeft als positief neveneffect gehad dat de Code voor deze materie haar gemeenrechtelijkheid grotendeels behouden heeft.

Daarentegen, de rechtstakken waarbij de artikelen van het Burgerlijk Wetboek grotendeels ongemoeid werden gelaten, en waar het Burgerlijk Wetboek dus een zéér hoge stabiliteit vertoont, worden in toenemende mate geregeld in bijzondere wetten, buiten het Burgerlijk Wetboek. Zo is er bijvoorbeeld op het gebied van het zakenrecht, verbintenissenrecht, bijzondere overeenkomsten, ... een toenemend aantal bijzondere wetten: wetten ter bescherming van de consumenten, wetten die de objectieve aansprakelijkheid regelen in een aantal domeinen, wetten die voorrechten creëren die niet zijn opgenomen in de Hypotheekwet, ...

In deze rechtstakken moest het Burgerlijk Wetboek door zijn hoge stabiliteit aan gemeenrechtelijkheid inboeten.

Het Burgerlijk Wetboek verloor dus aan belang als allesomvattende leidraad voor de privaatrechtelijke verhoudingen tussen burgers. Een overzichtelijke en gemeenrechtelijke Code vergemakkelijkt nochtans de verspreiding van rechtskennis onder brede lagen van de bevolking, wat het idee van de rechtsstaat alleen maar ten goede kan komen.

Daarom vragen wij de regering een commissie aan te stellen van rechtsgeleerden om grote delen van het Burgerlijk Wetboek te herschrijven.

Martine Taelman.

*
* *

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

Le Sénat,

A. considérant qu'il ressort de la doctrine que, sur de nombreux points, le Code civil est vieilli et désuet; que, sur ces points, le Code civil doit être revu de manière globale, sans retomber dans le travers des lois de réparation;

B. considérant qu'au fil du temps, ont vu le jour en marge du Code civil d'innombrables lois particulières prévoyant des régimes dérogatoires et des régimes spéciaux en plus de ceux prévus par le Code et générant un ensemble confus et complexe de règles de droit qui entravent une bonne connaissance du droit civil. Il est indiqué de réintroduire nombre de ces lois dans le Code civil en révisant de grandes parties de celui-ci;

C. considérant qu'au fil du temps, de nouveaux concepts juridiques importants ont vu le jour dans le domaine du commerce international, concepts qui ne sont pas régis par notre Code civil;

D. considérant que la jurisprudence a elle aussi développé, au fil des années, de nouvelles figures juridiques et a dû découvrir le droit afin de combler les lacunes du Code civil. Pour qu'ils puissent contribuer à une meilleure connaissance du droit, ces éléments doivent être intégrés dans le Code civil;

E. considérant que notre pays fait partie de l'Union européenne, caractérisée par un marché intérieur et la libre circulation. Que, dès lors, les droits européens convergent, surtout sur le plan des obligations, des conventions et du commerce. Que cette convergence ne se reflète pas suffisamment dans le Code civil. Que cette situation complique le cadre juridique pour nos entreprises;

Demande au gouvernement :

1. de désigner une commission de juristes;
2. de charger cette commission :
 - a. de déterminer quels points du Code civil sont devenus obsolètes;
 - b. d'étudier la manière dont les lois particulières peuvent être intégrées au Code civil afin que celui-ci redevienne un ensemble cohérent et puisse de nouveau servir de fil conducteur au droit civil;
 - c. d'étudier la manière dont la jurisprudence constante de la Cour de cassation peut être intégrée au Code civil;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

De Senaat,

A. overwegende dat de rechtsleer vaststelt dat het Burgerlijk Wetboek op tal van punten is verouderd en achterhaald. Dat het Burgerlijk Wetboek op deze punten op een globale manier moet worden herzien, zonder te hervallen in reparatiewetgeving;

B. overwegende dat door de jaren heen rondom het Burgerlijk Wetboek een heleboel bijzondere wetten zijn gegroeid, die voorzien in afwijkende regimes en bijzondere stelsels naast het Burgerlijk Wetboek en dat deze leiden tot een onoverzichtelijk en complex geheel van rechtsregels die de kennis bemoeilijken van het burgerlijk recht. Het verdient aanbeveling vele van deze wetten opnieuw op te nemen in het Burgerlijk Wetboek door grote stukken van het Burgerlijk Wetboek te herzien;

C. overwegende dat door de jaren heen in de internationale handel belangrijke nieuwe rechtsfiguren zijn ontstaan, die niet worden geregeld in ons Burgerlijk Wetboek;

D. overwegende dat ook de rechtspraak door de jaren heen nieuwe rechtsfiguren heeft ontwikkeld en aan rechtsvinding heeft gedaan om leemten aan te vullen in het Burgerlijk Wetboek. Opdat deze kennis van het recht zouden bevorderen, moeten ze worden opgenomen in het Burgerlijk Wetboek;

E. overwegende dat wij deel uitmaken van de Europese Unie met een interne markt en vrij verkeer. Dat de Europese rechtstelsels hierdoor convergeren, vooral op het vlak van verbintenissen, overeenkomsten en handel. Dat deze convergentie onvoldoende doorgloeit tot in het Burgerlijk Wetboek. Dat dit het rechtskader bemoeilijkt voor onze ondernemingen;

Vraagt de regering :

1. een commissie aan te stellen van rechtsgeleerden;
2. deze commissie te belasten met de taak :
 - a. te onderzoeken op welke punten het Burgerlijk Wetboek verouderd is;
 - b. te onderzoeken hoe bijzondere wetten kunnen worden geïntegreerd in het Burgerlijk Wetboek om zo opnieuw te komen tot een coherent geheel en leidraad van het burgerlijk recht;
 - c. te onderzoeken hoe vaste rechtspraak van het Hof van Cassatie kan worden geïntegreerd in het Burgerlijk Wetboek;

d. d'examiner comment le Code civil peut être adapté afin de faciliter la connaissance du droit;

e. d'étudier la manière dont la législation européenne pourrait être mieux intégrée au Code civil;

3. de charger la commission de proposer, dans son rapport final, des textes concrets visant à répondre aux questions soulevées.

20 juillet 2010.

d. te onderzoeken hoe het Burgerlijk Wetboek kan worden aangepast om de kennis van het recht te vergemakkelijken;

e. te onderzoeken hoe Europese wetgeving beter kan worden ingepast in het Burgerlijk Wetboek;

3. de commissie concrete teksten te laten voorstellen in haar eindrapport die tegemoetkomen aan de opgeworpen vragen.

20 juli 2010.

Martine Taelman.